

bulletin hebdo



Déclaration de guerre?

par Ricardo Pino Robles

Managua, 12 mai (NOTINIC). Le décret de loi publié par la présidente Violeta Chamorro qui rend possible la révision de tous les cas de confiscations est pris par beaucoup pour le début de la liquidation de la réforme agraire. Cette mesure, annoncée seulement 16 jours après l'installation du nouveau gouvernement, s'ajoute à la suspension de la loi du service civil, qui empêche entre autres le licenciement des fonctionnaires, et à l'annulation des conventions collectives. Même si V. Chamorro et ses ministres ont affirmé en conférence de presse que ces décisions ne reflétaient "aucune intention de confrontation", elles vont de fait contre les intérêts d'un large secteur qui les rejette.

La suspension de la loi du service civil et l'annulation des conventions collectives (qui seront révisées, selon le ministre du travail Francisco Rosales) ont provoqué la réaction de l'Union nationale des employés (UNE), qui s'est mise en grève illimitée le jeudi 10 juin et occupe des bâtiments publics, empêchant l'entrée des hauts fonctionnaires.

Par ailleurs, les fortes dévaluations successives auxquelles a procédé le gouvernement depuis le 25 avril (au total, 100% pour le change officiel et 180%

pour le change parallèle) ont provoqué de diverses actions de protestation, qui vont de meetings et de manifestations de rue à des grèves partielles dans les services et la production.

Le vendredi 12, le *Front national des travailleurs*, créé le 8 mai dernier et qui regroupe la CST, l'ATC, FETSALUD, ANDEN, CONAPRO Héros et Martyrs, l'UPN, l'UNE (voir bulletin précédent), a réalisé une marche pour revendiquer une augmentation de salaires, la fixation d'un salaire minimum équivalent à 150 dollars (un technicien moyen gagne actuellement l'équivalent de 48 dollars), l'application de la loi du service civil, le respect des conventions collectives et la démobilisation de la contra.

Le ministre du travail, Francisco Rosales, a accusé les syndicats de vouloir créer le chaos en précisant que l'état d'urgence pourrait être déclaré. Il a menacé de décréter la grève illégale et de renvoyer tous les fonctionnaires qui ne reprennent pas le travail.

C'est dans ce contexte d'agitation sociale croissante que V. Chamorro a annoncé la révision de la réforme agraire réalisée par le gouvernement sandiniste. Cette réforme a permis la redistri-

bution de plus de 50% des terres cultivables et a bénéficié à 120 000 familles. L'offensive déclenchée par les nouvelles autorités contre ce qui constitue un des plus fermes piliers de la révolution populaire sandiniste a lieu dans un contexte économique, politique et social très complexe.

SOMMAIRE

Contra: échange armes hors d'usage contre grand territoire

Sont-ils dans un endroit où je puisse les voir?

Quand j'entends le mot culture, je sors mon goupillon

Amérique centrale: les fonds baissent, le ton monte

En bref

Lettre aux lecteurs



407 11481

Outre le Front national des travailleurs, le gouvernement devra affronter d'autres puissantes organisations concernées par les dernières décisions: *la Fédération des coopératives agricoles*, récemment formée, *l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG, petits et moyens propriétaires)* auxquelles s'ajoute *le Mouvement communal*. En effet, cette dernière organisation, craignant que dans peu de jours le gouvernement ne s'en prenne à la loi d'attribution de terrains et de maisons et ne les rende à leurs anciens propriétaires (ce qui jetterait à la rue des milliers de familles) a décidé de se joindre à la lutte.

Le gouvernement a engagé l'épreuve de force avec les secteurs populaires alors que par ailleurs la contra n'a toujours pas déposé les armes et que les paysans, une des forces motrices de la révolution, ont toujours les leurs.

La façon dont il procède, par décrets signés de la présidente est considéré par l'opposition comme un véritable coup d'Etat. En effet, seule l'Assemblée peut revenir sur des lois qu'elles a votées. A ce propos le procédé a été qualifié le dimanche 13 mai de "dictatorial et anticonstitutionnel". Elle rappelle que, sous le gouvernement antérieur, toutes les décisions économiques étaient prises après concertation des secteurs concernés et affirme son soutien aux travailleurs en lutte.

Les dirigeants syndicaux ont annoncé que si le gouvernement n'assouplit pas sa position, persiste à vouloir revenir sur les conquêtes de la révolution et à faire payer les travailleurs, la lutte actuelle pourrait déboucher sur une grève générale, aux conséquences imprévisibles.

DERNIERE MINUTE.

Managua, 14 mai. Les négociations entre l'UNE et le ministère du travail ayant échoué dimanche, lundi matin la grève s'est étendue et le gouvernement a envoyé la police déloger les travailleurs des bâtiments publics qu'ils occupent. A la fin de la matinée, le ministre du travail a lu au cours d'une conférence de presse un communiqué dans lequel il déclare la grève illégale et licencie tous les travailleurs qui n'auront pas repris le travail dans les 24 heures.

CONTRA: ECHANGE ARMES HORS D'USAGE CONTRE GRAND TERRITOIRE

par Alberto Gomez

Managua, 10 mai (NOTINIC). Comme le prévoyait le dernier accord signé entre le gouvernement et l'état-major de la contra, la démobilisation des forces contre-révolutionnaires a commencé le 8 mai et devrait être terminée le 10 juin. Cependant, la contra a annoncé que 100

à 200 hommes rendraient les armes chaque jour dans les cinq zones de sécurité prévues à cet effet. A ce rythme, il n'aurait donc le 10 juin que 8000 combattants revenus à la vie civile, alors qu'ils sont entre 14 et 16 000 dans le pays.

A ce jour, 320 hommes seulement ont rendus leurs armes aux casques bleus chargés de les recevoir et de les détruire "in situ". Ce retard a été dénoncé par Daniel Ortega, qui a expliqué au cours d'une conférence de presse qu'au moins 4100 contras devraient déjà être démobilisés. Il a en outre attiré l'attention sur le fait que les armes remises étaient en mauvais état. Le gouvernement s'est déclaré quant à lui satisfait du "bon départ" qu'ont pris les opérations et le chef des forces de paix, général Agustín Quezada, a rappelé le caractère "volontaire" du désarmement.

POLES DE DEVELOPPEMENT

La demande des mercenaires de disposer d'une région, le département du Río San Juan, pour leurs forces démobilisées est à l'étude au ministère de la réforme agraire. L'organisation de ce "pôle de développement" est évaluée à 32 millions de dollars et serait pris en charge financièrement par le gouvernement ainsi que des organismes internationaux. Le projet prévoit l'implantation de structures sociales, écoles, hôpitaux, coopératives, etc.

Cette proposition, qui inclue la formation d'une "police rurale" organisée par la contra, ne cesse de préoccuper de vastes secteurs de la société à commencer par les principaux concernés, les habitants de la région du Río San Juan (une zone de 16 000 kms carrés à la frontière du Costa Rica avec un débouché sur l'océan atlantique). "Il n'est pas question de créer un état dans l'Etat ni aucune autorité autonome", assure le ministre de la réforme agraire, Gustavo Tablada. Ils (les contras, NDT) seraient soumis à l'autorité centrale. On a parlé de police rurale, mais là-dessus aucune décision n'est encore prise".

"Les gens doivent se rendre compte qu'on abandonne la guerre pour se mettre au travail et l'installation de ces pôles est urgente", annonce le chef contra Franklin. La décision finale sera annoncée le 31 mai.

Ces exigences, ajoutées à l'annonce par les leaders de la contra de leur intention de former leur propre parti politique signifient clairement qu'ils ne sont pas prêts à abandonner l'espace politique gagné avec la victoire de l'UNO aux élections. Malgré leur échec militaire, leurs effectifs démontrent qu'ils sont décidés à tirer le maximum de bénéfices de la situation et à se maintenir dans le paysage politique nicaraguayen.

DERNIERE MINUTE.

Managua, 14 mai (NOTINIC) Le porte-parole de la contra, Aristides Sanchez, qui avait participé à la dernière négociation avec le gouvernement, vient d'annoncer que le désarmement était suspendu, sans donner l'explication de cette décision.

Par ailleurs, deux officiers de l'armée ont été blessés et un autre porté disparu après une embuscade tendue à une caravane de véhicules particuliers et militaires. Les faits ont eu lieu le 14 mai au matin dans la localité de "La Gateada" à l'est de Juigalpa (région V).

SONT-ILS DANS UN ENDROIT OU JE PUISSE LES VOIR?

par Alberto Gomez

Managua, 8 mai (NOTINIC). La réconciliation est un mot à l'ordre du jour. Et c'est en effet dans un climat de réconciliation que se sont déroulées les conversations de la semaine dernière entre la contra et le gouvernement, en présence du cardinal Obando. Accolades, baisers, sourires, même sur la bouche de Mrg Obando, qui a la réputation de toujours garder un visage sévère. Photo de la présidente, les deux bras passés autour de la taille de "Franklin" et d'un autre chef contra, "Docteur Henry", qui la tiennent aussi par la taille. Annonce des accords à la fin des négociations: Franklin, l'air bien nourri, arborant une tenu camouflage de luxe et un magnifique chapeau (un look clean de guérillero romantique made in CIA?), bien calé dans son fauteuil pendant que le cardinal lit le document, balaie l'assistance de son regard arrogant. Nouvel accord, nouvelle date pour le désarmement...Mais personne n'a parlé des disparus. Même les organismes internationaux et les forces de paix présents dans le pays n'ont pas cherché à savoir ce que sont devenus les séquestrés, au moins 900 personnes enlevées par la contra.

Le chef de la hiérarchie catholique, Mgr Obando, interrogé sur les disparus, a répondu qu'il ne savait rien, fuyant ainsi ses responsabilités de chef spirituel d'une église largement majoritaire. Personne ne dit rien de ces gens, en majorité des paysans. Il semble qu'ici comme sous toutes les latitudes, "les disparus ont disparus", comme le disait un général argentin, qui ajoutait: "Nous n'avons aucun séquestré". Ce général se vantait d'avoir lui-même tué 5 000 *guerrilleros* qui étaient sans armes et en train de dormir quand on allait les enlever de leurs maisons.

Les événements autour des disparus en Amérique latine ont une chose en commun: il ne se trouve jamais personne qui serait prêt à éclaircir la situation. Et personne, sauf ceux qui ont fait disparaître ces gens, connaît la réponse. Comme le général argentin, de même affirme

Franklin: "Nous n'avons pas de séquestrés." Est-ce que la réponse à la question concernant le sort des disparus nicaraguayens sera la même que dans le cas de milliers d'autres disparus sur tout le continent?

L'oubli en faveur de la soi-disant réconciliation nationale doit-il être le sacrifice fait de centaines de mères qui attendent jour par jour un signe de vie de leurs enfants? Combien de mères, de pères, combien de frères et sœurs et d'enfants ne sauront jamais ce qui est arrivé à la personne bien-aimé?

Où est la justice? Car il ne s'agit pas d'un problème ne concernant que les proches des victimes. Le pays entier est concerné. Mais si on demande le cardinal Obando à ce propos, il répondra: "C'est vraiment triste ce qui se passe dans une guerre. Dans une guerre, il est difficile de garder des mains propres. Mais qui est sans péché qu'il lance la première pierre."

Ici, au nom de la réconciliation et de la démocratie une soi-disant "armée de résistance" est glorifiée, une résistance qui exerce les mêmes fonctions que la garde nationale expulsée du pays. Elle utilisait les mêmes méthodes, avait les mêmes buts et, inutile de le mentionner, consistait des mêmes personnes. Sous le masque de "réconciliation et démocratie" on faisait taire aussi dans de nombreux autres pays du continent tous ceux sans voix qui aurait voulu parler du fond de leurs tombes et leurs prisons.

QUAND J'ENTENDS LE MOT CULTURE, JE SORS MON GOUPILLON

Managua, 8 mai (NOTINIC). Le licenciement de Socorro Bonilla, directrice du théâtre populaire Rubén Darío, a provoqué un véritable tollé dans les milieux artistiques et culturels. Tous voient dans ce geste le début d'une contre-révolution culturelle et le profil des nouvelles autorités en matière de création et de pensée en dit long.

Tous les artistes qui ont travaillé avec Socorro vantent son travail passionné pour la mise en valeur et le bon fonctionnement du théâtre depuis dix ans. "En 1979, les installations étaient détériorées à 50% raconte Socorro. C'est grâce à un travail de titan de tout le personnel qu'il a été sauvé." Les nouvelles autorités culturelles lui ont proposé de la maintenir à son poste de direction si elle signait un document selon lequel elle se libère de tout engagement vis-à-vis des sandinistes. "J'ai refusé sans hésiter, je ne veux pas arrêter là mes efforts en faveur d'une culture populaire. Ils m'ont donc licenciée, sans indemnités ni préavis".

Le sociologue Oscar René Vargas dénonce une offensive "politico-mystique, avec à sa tête le cardinal Obando, représentant de Dieu sur la terre nicaraguayenne". La no-

mination d'une religieuse charismatique, Gladys Ramirez, au ministère de la culture, secondée par Carlos Mantica, membre du groupe "Ville de Dieu", et des très bien-pensants Sofonias Cisneros et Humberto Belli à l'éducation concrétisent ce retour vers le passé et l'obscurantisme.

"C'est le retour des dinosaures, le retour à l'âge de pierre", constate l'historien Roberto Cojina en signalant la incompetence du système qui se met en place. "Pendant que Francisco Mayorga applique les recettes du FMI, l'éducation prône le retour à des concepts pédagogiques inspirés par la crainte de Dieu, en droite ligne du courant idéologique qui est celui du polonais installé actuellement sur le siège de Saint Pierre".

Au théâtre Rubén Darío, où les dinosaures ont frappé leur premier coup, 200 artistes de tous les secteurs ont fait une ovation à celle qui s'est battue pendant dix ans pour offrir au public concerts, oeuvres théâtrales, recitals de chanson, spectacles de marionnettes, à des prix accessibles à tous et dans de bonnes conditions techniques. "Nous voulons la réconciliation", a déclaré le chanteur Luis Mejía Godoy, "mais la rue appartient au peuple et nous y serons à ses côtés".

Depuis plusieurs jours, les travailleurs et artistes de l'institut de la culture sont en grève comme le reste du secteur public.

AMERIQUE CENTRALE: LES FONDS BAISSENT, LE TON MONTE

Managua, 10 mai (NOTINIC).

SALVADOR

Pressé par l'urgence d'une aide financière des Etats-Unis, le président Alfredo Cristiani accepte de rencontrer directement le FMLN. La réunion aura lieu le 16 mai prochain au Venezuela en présence de l'ONU. Face à une probable réduction de l'aide étatsunienne, le président salvadorien prévoit de solliciter des crédits auprès d'organismes financiers internationaux. Le Congrès des Etats-Unis envisage de répondre en partie aux demandes du Panama, du Nicaragua et de l'Europe de l'Est en réduisant l'aide accordée jusque-là au Salvador, entre autres. Au cours des dix dernières années, Washington a remis au Salvador quatre milliards de dollars d'assistance économique et militaire destinés à soutenir le plan anti-insurrectionnel. Le FMLN vient d'annoncer sa proposition de ne pas se réarmer si l'aide militaire des Etats-Unis est coupée ainsi que le réclament les démocrates au Congrès étatsunien.

HONDURAS

De vastes secteurs politiques, sociaux et religieux exigent la suspension des mesures économiques prises par le gouvernement Callejas. Ce dernier avait promis durant sa campagne électorale de freiner la dévaluation et d'élever le pouvoir d'achat. La réalité a été tout autre: le licenciement de plus de 10 000 fonctionnaires a provoqué la grève illimitée de ce secteur et la hausse des prix et des impôts sur les ventes ont fait éclater le mécontentement. Seuls le Parti national au pouvoir et le Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP) soutiennent les mesures de type FMI adoptées par Callejas. L'ensemble des organisations syndicales et professionnelles ont fait l'union autour d'une plate-forme revendicative: 700 000 honduriens se préparent à descendre dans la rue pour la défendre.

Face à l'organisation des travailleurs, le président de l'Assemblée, Rodolfo Irias, menace de suspendre le droit de grève et cherche les moyens légaux d'obliger les "irresponsables" à reprendre le travail.

COSTA RICA

Le nouveau président du Costa Rica, Rafael Calderón, s'est plaint de trouver les caisses de l'Etat vides et un déficit fiscal "le plus haut de toute l'histoire". Le leader du Parti social-chrétien a d'ores et déjà annoncé de sévères mesures économiques qui devraient "éviter au peuple des souffrances plus grandes causées de l'inflation". Le nouveau président a accusé le gouvernement précédent d'avoir favorisé la concentration des richesses entre quelques mains, provoquant l'appauvrissement des petits et moyens producteurs. Un programme de soutien à l'agriculture est annoncé: démocratisation du crédit, assistance technique et juste politique des prix. R. Calderón prétend réduire le déficit fiscal sans s'en prendre aux programmes sociaux. Sur le plan politique, il prône la fidélité aux principes de non-intervention et d'auto-



détermination des peuples. Il se prononce pour un ordre économique mondial plus juste et propose l'entrée du Panama et du Belize dans la famille centraméricaine.

En bref

LE MOSSAD? La revue étatsunienne *Insight* a annoncé dans sa dernière édition que le gouvernement nicaraguayen avait sollicité la collaboration des services secrets israéliens pour former un corps d'espionnage au Nicaragua. Le Mossad israélien, qui dispose d'un vaste réseau en Amérique centrale, connaît bien le terrain pour avoir fourni ses services à Somoza et à la contra. Le ministre de l'intérieur, Carlos Hurtado a démenti cette information. Quoiqu'il en soit, le Nicaragua vient de rétablir ses relations diplomatiques avec Israël.

AU MARCHÉ, il y a de tout sauf des acheteurs. Les commerçantes se désolent de la chute de leurs ventes. Rares sont les familles qui peuvent aujourd'hui acheter viande, légumes et laitages dont les prix atteignent parfois les prix européens alors que la plupart des salaires sont entre 30 et 100 dollars. Les produits de base, haricots, riz et sucre deviendront-ils eux aussi un luxe? Si cela n'était pas suffisant pour déprimer les commerçantes du marché oriental, le nouveau maire de Managua, Arnoldo Alemán, leur a annoncé la suppression de leur crèche, la dissolution de leurs associations et la réactivation de leur dette annulée par le gouvernement précédent.

CRIMES. Le Nicaragua, à l'abri durant dix ans, des assassinats politiques, connaît depuis les élections une vague de violence dont les militants sandinistes font la cible. Pour la seule journée du 11 mai, assassinat d'un policier par d'anciens gardes somozistes dans la région de San Rafael del Sur, attaque de la maison du FSLN de Belén par des membres de l'UNO, agression contre les Mères des Héros et Martyrs à Ocotal, agression contre la brigade médicale cubaine à Granada. Le 8 mai, incendie de la maison du FSLN dans un quartier de Managua. Le 6 mai, assassinat par décapitation d'un dirigeant paysan dans la région de Jinotepe.

CYNISME. L'ancien juge somoziste, García Esquivel, aujourd'hui député de l'UNO, a été pris à parti à l'Assemblée par la commandante guérillera Doris Tijerino pour la manière dont il s'était moqué publiquement de son visage tuméfié par les tortures durant la dictature. "C'était pour attirer l'attention sur ton cas", a répondu

le somoziste, amnistié par les sandinistes.

CUBANOS GUSANOS. Invités à Managua à l'occasion de la grande fête donnée par le nouveau maire A. Alemán à l'occasion de son élection (coût: 8000 dollars et que du beau linge somoziste et contra), des membres de la communauté cubaine exilée à Miami ont annoncé leur intention d'utiliser le Nicaragua comme "tremplin pour libérer Cuba du communisme". Ils se sont félicités de l'aide qu'ils ont apporté à la contra et ont "rendu grâce à Dieu de se retrouver dans un Nicaragua libre". Dieu, invoqué également par F. Mayorga pour rétablir l'économie du pays, est décidément sacré grand magicien de la droite.

CHARITE BIEN ORDONNEE. A grand renfort de publicité, un organisme caritatif étatsunien "Les Amis des Amériques" effectuent de généreuses distributions de médicaments à la population dans de divers lieux du pays. Ils tombent bien: les médicaments commencent à manquer dans les hôpitaux publics. Il y a fort à parier que ces médicaments se retrouvent rapidement en vente sur les marchés, sans aucun contrôle. Merci les "amis".

LES MURS de Managua s'ornent chaque jour de nouveaux graffiti, signés d'un mystérieux "El Gueguense" (personnage du théâtre traditionnel nicaraguayen). Face à la maison de la campagne électorale de l'UNO, le Gueguense proclame: "Nous exigeons l'alphabétisation de Violeta!"; un immense panneau installé par les évangélistes annonce la venue de la lumière de Jésus, "quand il n'y aura plus ni contra ni UNO", ajoute notre Gueguense, qui avoue un peu plus loin ses penchants gauchistes avec un "Assez de concessions! Pouvoir populaire!".

GREVES. Beaucoup de secteurs de la vie publique à Managua sont touchés par des grèves étendues depuis la semaine dernière. Pour cette raison les voix de télécommunications comme p.ex. le réseau de téléphone restent interrompus. C'est pourquoi nous avons eu des problèmes de transmission et le bulletin en résulte un peu maigre. Veuillez excuser cet inconvénient.

ANN est un projet de développement et fournit des informations authentiques sur le Nicaragua.

LETTRE AUX LECTEURS ET LECTRICES

CHERS AMIS,

L'Agence Nueva Nicaragua est née le 19 octobre 1979. Son objectif était de faire connaître à l'étranger le projet politique de la révolution nicaraguayenne et les aspirations des peuples centraméricains. Elle s'est inscrite d'emblée dans le combat contre le monopole des agences des pays développés et pour un ordre mondial de l'information plus juste.

L'ANN s'est constituée en société anonyme propriété des médias de la révolution (*Barricada, El Nuevo Diario et la Corporation radiophonique du peuple*). Elle n'a reçu qu'un apport financier modeste compte tenu de la pauvreté de notre pays et de la guerre.

Aujourd'hui, à l'heure où la droite accède au pouvoir avec l'intention d'en finir avec les conquêtes de la révolution, l'ANN a cessé d'exister au profit d'une société coopérative, indépendante dans sa ligne informative mais aux côtés de la révolution, regroupant des journalistes et des travailleurs de l'ancienne société anonyme. Cette coopérative a pris le nom de *Noticias de Nicaragua (NOTINIC)*.

Après une réflexion menée en commun par le collectif de travailleurs de Managua et le directeur de l'ANN-Europe (qui pour des raisons techniques conserve son nom), il a été décidé, malgré la suppression de la subvention de l'Etat, de poursuivre la publication des bulletins hebdomadaires en français et allemand. Par ailleurs, NOTINIC proposera tant aux médias nationaux qu'à l'étrangers des services à la commande, que ce soient des articles d'analyse, des reportages ou une sélection thématique d'informations. Elle continuera à offrir des services radios en français et en allemand.

D'autre part, NOTINIC s'est associée à *Multimedia*, une société formée par des professionnels de l'information

audio-visuelle qui est en mesure de fournir aux médias européens tout une gamme de produits, entre autres des photos, des reportages-photos, des films vidéos et des diaporamas. Là encore, nous assurons la traduction des commentaires en français, allemand et italien.

L'engagement de NOTINIC est de vous apporter une information honnête et de qualité sur les luttes au Nicaragua et en Amérique centrale pour parvenir à la paix, la justice et la liberté.

Roberto Garcia Coordinateur de NOTINIC

Chères lectrices, chers lecteurs, avec ce numéro du bulletin hebdomadaire se termine aussi mon engagement comme rédactrice du bulletin hebdomadaire français. Je quitte l'ANN cette semaine pour aller à l'étranger. Je vous remercie de votre fidélité et votre esprit de collaboration avec lequel vous m'avez toujours encouragée et soutenue dans mon travail.

Le bulletin sera dès maintenant entièrement rédigé par l'équipe de traductrices, Michèle Faure et Frédérique Perrin à Managua. Alors vous excuserez d'avance au cas où il y aurait de petits problèmes de transmission pendant une période de transition. Au revoir et beaucoup de courage à tous.

Monika Slamanig

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua. ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

